

AVANT-PROPOS

Depuis bientôt deux ans, l'Afrique se bouscule aux portes de la démocratie. Les précurseurs en matière de multipartisme (Sénégal, Botswana...) considérés avec un certain scepticisme il y a encore peu, font aujourd'hui figure de modèles. L'empressement à gommer les signes extérieurs de l'autoritarisme souligne l'isolement croissant des plus réticents, de Madagascar au Kenya en passant par le Cameroun. La tentation devant une telle bourrasque serait de céder à un manichéisme spontané et rassurant pour l'esprit, oscillant entre le réalisme cynique (« l'Afrique est immature et cette démocratisation n'est qu'un masque ») et l'angélisme militant (« voici l'ère de la démocratie africaine ! »).

Sonder les capacités démocratiques de l'Afrique noire implique plus de nuances et de prudence. Les ralliements en cascade au multipartisme, souvent foisonnant, et aux joutes électorales concurrentielles ne signifient pas un basculement miraculeux dans un ordre politique jusqu'à interdit. L'Afrique noire indépendante a son histoire. Celle-ci est structurée depuis trois décennies autour d'une tradition autoritaire qui semble peu propice à une transformation radicale des systèmes politiques. Les expériences démocratiques ont toutes été limitées soit dans le temps, soit dans l'espace, de sorte que l'héritage des autoritarismes pèse lourdement dans les mutations en cours (J.-F. Médard, J.-F. Bayart). La remise en cause des présidentiales ne suffit pas pour révolutionner des traditions dont les sociétés africaines sont profondément imprégnées. Derrière la personne du chef de l'État s'abrite toute une série de positions dominantes, de hiérarchies sociales dont les rigidités ne doivent pas être sous-estimées. Pas plus que ne doivent être oubliées les cultures politiques fondées sur les allégeances personnelles, le recours à l'invisible et dont la prégnance se révèle peu compatible avec les exigences rationnelles d'un État démocratique.

C'est pourquoi la démocratisation va bien au-delà des procédures institutionnelles. Celles-ci ne suffisent pas à modeler par elles-mêmes un ordre nouveau, d'autant que les usages qui en sont faits par les acteurs peuvent facilement les dénaturer dans un sens passablement réducteur (Y.-A. Fauré, F. Gaulme). Faut-il pour autant désespérer ? Les processus en cours sont en fait complexes, traversés de contradictions qui interdisent d'en donner une interprétation trop univoque. La démocratisation peut simultanément recouvrir des stratégies de conser-

vation ou d'accès au pouvoir autour duquel s'articule le conflit entre d'anciennes et de nouvelles élites, de même qu'elle peut signifier l'accroissement d'une participation populaire souvent revendiquée mais largement fictive (D.-C. Martin, F. Van Zyl Slabbert). Car la démocratisation ne s'arrête pas au seul processus électoral. De multiples champs sociaux sont soumis aux pressions qui résultent de la revendication démocratique. L'économie, le fonctionnement de l'État, les procédures d'allocation des ressources publiques constituent des enjeux décisifs et non moins significatifs de la capacité des systèmes politiques africains à se transformer. Les chemins de la démocratisation sont multiples et ne s'arrêtent pas à la seule question de l'organisation des pouvoirs publics, ni au seul changement des titulaires en place, même si ces dimensions ne sont pas sans importance. Le cas de Sao Tomé e Príncipe (M. Cahen) démontre aussi que les procédures démocratiques peuvent dans la pratique atteindre les objectifs qui leur sont assignés en théorie. Sans doute serait-il abusif de vouloir généraliser l'enseignement optimiste des îles. Mais si le pire n'est pas exclu, le mieux n'est pas impossible. L'histoire sinieuse des modèles achevés ou prétendus tels que sont les démocraties libérales est là pour nous le rappeler. Faut-il souligner que dans le cas français, l'alternance pacifiée n'a fait que très récemment son apparition dans les mœurs politiques ? Pour autant, l'autoritarisme n'a cessé de décroître depuis le Second Empire, abstraction faite de Vichy. Ce que l'on appelle la démocratisation ne relève donc pas seulement de l'apparence même si les critères formels de la démocratie ne sont pas tous remplis. La remise en cause actuelle de l'autoritarisme en Afrique peut s'accompagner de progrès sensibles dans le domaine des libertés publiques dont la vitalité de la presse n'est pas la moins significative. La « décompression autoritaire » a des vertus qu'il serait mal venu de mépriser.

D.B. et P.J.Q.

Dossier thématique établi par Daniel Bourmaud
et Patrick J. Quantin